

Marché public de travaux

Ville de La Ferté-Macé
Place de la République
61600 La Ferté-Macé

Tél : 02.33.14.00.40
e-mail : mairie@lafertemace.fr

Rue Félix Desaunay
Aménagements cyclables

Règlement de la Consultation (RC)

Date et heure limites de remise des offres : le 21/12/2018 à 11h00

A :

Date :

Société :

Nom, prénom :

Mention manuscrite « lu et approuvé » et signature :

A : La Ferté-Macé

Date :

Le pouvoir adjudicateur,

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du contrat	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du contrat	3
Article 3 - Dispositions générales	4
3-1-Décomposition du contrat.....	4
3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	4
3-4-Forme juridique de l'attributaire	4
3-5-Délai de validité des propositions	4
3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)	4
3-7-Autres dispositions	5
Article 4 - Dossier de consultation	5
4-1-Contenu du dossier de consultation	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	5
4-3-Modification de détail au dossier de consultation.....	5
4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site	5
Article 5 - Présentation des propositions	5
5-1-Documents à produire	5
5-2-Compléments à apporter au cahier des charges	7
5-3-Langue de rédaction des propositions	8
5-4-Unité monétaire	8
5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
5-6-Négociation.....	8
Article 6 - Jugement des propositions	9
Article 7 - Renseignements complémentaires	10

Article 1 - Acheteur

Pouvoir adjudicateur : Ville de La Ferté-Macé

Mairie de La Ferté-Macé
Place de la République
61600 La Ferté-Macé

Téléphone : 02.33.14.00.40

Maître d'œuvre études : Orne Métropole

Orne Métropole
Division Ingénierie 61
Hôtel du Département
27 boulevard de Strasbourg
CS 30528
61017 Alençon Cedex

Téléphone : 02.33.81.63.79

Maître d'œuvre : Ville de La Ferté-Macé

Ville de La Ferté-Macé
Services Techniques
16 rue Pierre Neveu
61600 La Ferté-Macé

Téléphone : 02.33.14.00.45

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes : la réalisation de travaux d'aménagement de la rue Félix Desauay sur la commune de La Ferté-Macé.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :
Objet principal :
45233140-2 : Travaux routiers

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article 27 du décret relatif aux Marchés Publics.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique : travaux de voirie.

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations court à compter de l'ordre de service de démarrage et est fixé comme suit : **8 mois**.

Ce délai inclut une période de préparation de **2 mois** telle que définie par l'article 28 du CCAG travaux.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article 45-III du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

3-6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

3-6-2-Prestations supplémentaires éventuelles

Il est prévu les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) suivantes :

- PSE n°1 : surélévation de la traversée piétonne devant le lycée des Andaines (plateau) ;
- PSE n°2 : réfection du trottoir du côté nord de la rue, entre les profils n°101 et n°117 (longueur 180 m) ;

Les travaux relevant des PSE n°1 et n°2 sont décrits sur le plan du projet visé à l'article 2 du CCAP. Sur les plans et coupes la mention « option » fait référence à une PSE.

3-7-Autres dispositions

Sans objet.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

1. le règlement de la consultation,
2. l'acte d'engagement,
3. le CCAP,
4. le CCTP,
5. le bordereau des prix,
6. les sous-détails des prix,
7. le détail estimatif,
8. le plan des travaux,
9. les profils en travers types,
10. le profil en long,
11. les plans de déviation,
12. le plan de situation,
13. le cadre du mémoire technique.

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, aux adresses suivantes :

<https://www.centraledesmarches.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site

Dans le cadre de la préparation de leur réponse, les candidats sont tenus de visiter les lieux d'exécution du marché. Ils prendront contact pour cela avec le représentant du maître d'ouvrage :

Ville de La Ferté-Macé
Services Techniques
16 rue Pierre Neveu
61600 La Ferté-Macé
Téléphone : 02.33.14.00.45

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- lettre de candidature (DC1),
- la déclaration du candidat (DC2).

Ou

- le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en langue française.

Les formulaires (DC1 et DC2) ont été modifiés et intègrent désormais les dispositions des articles 45 à 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 48 à 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Ces formulaires sont joints au dossier de consultation et sont également téléchargeables sur le site www.economie.gouv.fr dans sa rubrique « marchés publics ».

- un extrait Kbis,
- un certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage intempéries (marché de travaux),
- un certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf,
- une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) qui peut être obtenue :
 - directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA
 - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, autoentrepreneur...).

Et

- l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois (fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale des candidats pour les contrats d'un montant au moins égal à 5 000 € conformément aux articles D8222-5-1° du code du travail et D.243-15 du code de sécurité sociale),
- les références et les qualifications,
- les moyens humains et matériels du candidat,
- un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code,
- une attestation d'assurance en cours de validité,
- l'attestation d'assurance de responsabilité décennale obligatoire, le cas échéant (arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance comprenant les mentions minimales prévu par l'article L.243-2 du code des assurances),
- la copie du (des) jugement(s) prononcé(s), si le candidat est en redressement judiciaire,

Toutefois, les documents ci-après ne sont à produire que par l'attributaire à savoir :

- le certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf,
- l'attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- l'attestation de vigilance,
- l'attestation d'assurance responsabilité civile (RC) et décennale,
- un certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage intempéries (marché de travaux).

Néanmoins, les candidats peuvent spontanément remettre ces documents au stade candidature.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Quant aux sous-traitants, leur acceptation est soumise aux dispositions prévues à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Conformément à l'article 53-I du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs et conformément à l'article 53-II de ce même décret, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuves qui lui ont déjà été transmis, dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

• **Qualifications :**

Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation).

• **Moyens :**

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour l'année en cours.

• **Références :**

Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestation de bonne exécution du maître d'ouvrage pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement,
- Cahier des clauses administratives particulières,
- Cahier des clauses techniques particulières,
- Bordereau des prix,
- Détail quantitatif estimatif,
- Sous-détails de prix,
- Plan des travaux,
- Profil en long,
- Profils en travers types,
- Mémoire technique,
- Planning et phasage des travaux.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai de 10 jours les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique.

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.centraledesmarches.com>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

Les candidatures et les offres pourront être remises uniquement dans les formats suivants :

.doc ; .txt ; .pdf ; .xls ; .ppt ; .xml ; .tiff ; .jpg ; .png ; .odt ; .ods

Le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde à l'adresse indiquée pour la remise des offres. Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». Elle doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur public fera l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé. Toutefois, dans ce cas, si une copie de sauvegarde a été envoyée cette dernière sera ouverte.

5-6-Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la négociation après analyse des offres. Celle-ci se fera par e-mail et pourra porter sur l'ensemble de l'offre.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. qualifications et références,
2. moyens,
3. capacité technique et financière.

Critères de jugement des offres :

1. Valeur technique appréciée au vu du mémoire technique : 40%
2. Valeur financière: 60 %

CRITERES DE JUGEMENT	POINTS
A - Valeur technique	40
1- Organisation générale	4
2- Moyens humains	8
3- Moyens techniques	8
4- Qualité des produits	8
5- Démarches environnementales et qualité	4
6- Planning et phasage des travaux	8
B - Valeur financière	60
TOTAL	100

Le pouvoir adjudicateur décide s'il souhaite retenir une partie ou la totalité des PSE. De cette décision découle le classement retenu et donc l'attribution du marché.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à déposer sur la plateforme électronique précitée.

Renseignements

Adresse : Orne Métropole
Division Ingénierie 61
Hôtel du Département
27 boulevard de Strasbourg
CS 30528
61017 Alençon Cedex

Téléphone : 02.33.81.63.79

Courriel : ingenierie61@orne.fr

Adresse internet : <http://ingenierie61.orne.fr>

Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours ou service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif
3 rue Arthur LEDUC
14000 CAEN
Téléphone : 0231707272
Fax : 0231524217
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr